

<http://divergences.be/spip.php?article1664>



Jean-Pierre Garnier

Un développement urbain insoutenable (3)

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2010 - N° 19 Mars 2010 - Français - RÉSISTANCES...RÉFLEXIONS... -

Date de mise en ligne : lundi 15 mars 2010

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Vers une nouvelle frontière

Dans les pays développés, le mode de production capitaliste a depuis longtemps intégré la ville et la campagne, ou plutôt la campagne à la ville sous le signe de la subordination de l'une à l'autre. Ce qui ne signifie nullement, bien sûr, que l'on aille vers une homogénéisation du territoire. Alors que les disparités et les inégalités socio-spatiales ne cessent de croître entre les agglomérations et en leur sein même, il serait paradoxal qu'il n'en aille pas de même pour le continuum « rural » ou « périurbain » qui étend sa trame sur l'espace européen. En réalité, c'est en termes de *fragmentation* et de *ségrégation* qu'il conviendrait de raisonner.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L397xH265/Montpellier_5144-f9d0d.jpg

Si la campagne appartient toujours à un système unique dont le commandement lui échappe totalement, on ne peut plus dire, cependant, que la ville « domine » la campagne. « La ville » ne constitue plus le « centre » qui régit la périphérie rurale proche. Plus précisément, les activités directionnelles ou décisionnelles qu'elle abrite tendent à se concentrer en quelques « nœuds » privilégiés et pour privilégiés qui ont beaucoup plus de liens entre eux via les liaisons à grande vitesse et les télécommunications qu'avec l'hinterland proche ou lointain, c'est-à-dire les banlieues ou la campagne avoisinante. Au fur et à mesure qu'il s'étend, l'espace urbain se trouve lui-même clivé entre les quelques « pôles d'excellence » qui focalisent l'avoir, le pouvoir et le savoir, et des « périphéries » qui, même si elles sont urbanisées, au sens classique du terme, sont aussi soumises aux impératifs et aux ordres venus d'ailleurs.

Ce mouvement de polarisation à la fois spatiale et sociale, qui peut aller parfois jusqu'à une ségrégation *de facto*, a pour effet de tracer une *nouvelle frontière*, non plus entre ville et campagne, mais entre des espaces urbains ou même « ruraux » qui bénéficient de la reterritorialisation en cours de la croissance capitaliste, quelle que soit l'activité considérée (financière, industrielle, commerciale, culturelle, récréative...), à l'échelle européenne sinon mondiale, et d'autres placés dans une situation de marginalisation voire d'abandon. C'est pourquoi on parle aussi bien de « friches industrielles », de « friches portuaires » ou de « friches urbaines » que de friches rurales à propos des espaces délaissés on dira même « laissés en jachère » que les lois du marché ont converties en autant de « déserts sociaux » en raison de la non rentabilité de ce que l'on y produisait ou de la non solvabilité de ceux qui y résident. « En fin de compte, les contrastes venant de l'occupation du sol et du peuplement tendraient moins à une opposition dépassée, celle du rural et de l'urbain, qu'à la différence parfois aggravée entre zones fortes et zones faibles d'un pays » [1].

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH266/BN-3299b.jpg>

Cependant, la question de fond n'est pas celle de la désertification, ni non plus, comme on le pense souvent, celle de l'étalement de l'urbanisation. Le problème, faut-il encore le préciser, n'est pas spatial au sens physique du terme. Il est de repenser le rapport entre les différents types d'espaces urbanisés, aux sens sociologique et anthropologique, en repensant les bases mêmes de la « civilisation urbaine ». Quitte à devoir, s'il le faut, remettre en cause les fondements capitalistes de cette civilisation. Ce que beaucoup de spécialistes se refusent à faire, puisqu'ils sont également payés pour savoir se taire.

Certains écologistes rêvent, par exemple, sinon d'un « retour à la campagne », du moins aux « petites villes ». En France, dans les années 1970, la mode avait prévalu parmi les experts et les technocrates de l'aménagement du territoire, de freiner l'expansion des grandes villes en favorisant le développement des villes petites et moyennes voire l'implantation d'« usines vertes », c'est-à-dire d'établissements industriels en pleine campagne. Un choix inspiré par des préoccupations économiques et politiques : faire face aux « dysfonctionnements » de plus en plus coûteux de certaines grandes agglomérations jugées « hypertrophiées », et aux troubles sociaux qu'ils pouvaient engendrer. C'était l'époque héroï-comique des « luttes urbaines » contre les « marchands de ville et l'« urbanisme technocratique », des « nouveaux mouvements sociaux » pour l'amélioration du cadre de vie, dont les autorités

redoutaient à€” bien à tort ! à€” la jonction avec le mouvement ouvrier traditionnel. Aujourd'hui, avec l'arrêt de la croissance industrielle, c'est à un souci plus écologique mais également politique que répond le succès, auprès de certains chercheurs, techniciens, élus locaux et responsables politiques d'une nouvelle « utopie urbaine » où le réseau des villes de moindre taille aurait pour vocation d'accueillir l'essentiel de l'urbanisation future.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH253/Tags_5709-a3cbd.jpg

Pour préserver la qualité de l'environnement naturel, mais aussi protéger l'environnement social rongé par la « crise » (récession, chômage, flexibilisation, précarisation, délinquance, « violence urbaine », « insécurité »...), certains spécialistes proposent de relier par un système de transport rapide et confortable un ensemble de « villes moyennes ». Dotées d'équipements et de services facilement accessibles depuis le lieu de résidence ou de travail, elles seraient assez denses, bien délimitées et ceinturées de nature (campagne, bois...). Chaque ville serait composée de quartiers socialement et fonctionnellement diversifiés, irrigués par un réseau de transports publics efficaces et par des « coulées vertes » qui permettraient à la nature environnante de pénétrer à l'intérieur même de l'espace urbain. Ce « modèle spatial de développement urbain durable », dont les villes de la Rhénanie allemande offriraient une matérialisation approximative, réunirait toutes les qualités qui font défaut à l'urbanisation actuelle : « centralité, proximité, mixité des fonctions et des hommes, diversité, patrimonialité, convivialité, bref, urbanité. [2] »

Il s'agit là, en fait, d'une nouvelle mouture de la vieille idéologie spatialiste selon laquelle on peut « changer la vie » en changeant la ville sans avoir à changer de modèle de société, désormais postulé indépassable. Selon cette approche, l'« exclusion », la marginalisation, la disparition des solidarités, la perte du sens de la communauté ne seraient que les conséquences de la métropolisation, de la périurbanisation, de l'éclatement spatial de la production, du zonage monofonctionnel, de la dispersion de l'habitat. Or, d'une part, la dynamique même du développement actuel du capitalisme renforce, comme on l'a rappelé, la polarisation sociale et spatiale, et notamment le clivage entre métropoles et périphéries urbaines ou rurales. Et, d'autre part, le « modèle rhénan » lui-même, s'il venait à se répandre, ne suffira pas à lui seul à freiner et, à plus forte raison, à inverser le processus en cours de fragmentation et d'atomisation sociales.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L259xH369/Tags_5728-45c14.jpg

Il ne fera que le diluer. Parmi les villes taille moyenne, certaines seraient à dominante bourgeoise ou petites-bourgeoises à€” comme dans le cas des villes universitaires ou des cités touristiques à€”, alors que d'autres seraient à dominante prolétarienne ou... sous-prolétarienne (travailleurs à temps partiel, intérimaires, emplois-jeunes, Rmistes, préretraités...). Une différenciation socio-spatiale qui pourrait se reproduire au sein de chaque ville où les « beaux quartiers » continueraient, sous des formes nouvelles, à se distinguer des « bas quartiers ». Quant à la campagne, compte tenu du prix décroissant des terrains en fonction de l'éloignement des centres-villes et, de plus en plus, des villes-centres, et de l'utilisation massive de l'automobile, elle continuera à être plus ou moins gagnée par la marée pavillonnaire. elle-même dissociée, comme on le constate déjà, entre lotissements « néo-villageois » pour couches moyennes, et zones de relégation périurbaines où un habitat individuel bas de gamme hébergera des « catégories modestes parfois précarisées et chassées par le boom immobilier des métropoles » [3].

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L241xH397/Montpellier_4886-ec680.jpg

Pour lui donner un semblant d'urbanité, des architectes, des urbanistes et des paysagistes rêvent de canaliser cet étalement autour de noyaux urbains dotés des attributs fonctionnels et esthétiques de la centralité. Mais ces nouvelles « villes-frontières » bâties à la lisière des agglomérations risquent fort de ressembler à ces *edge cities* avec leurs homelands pour couches sociales aisées regroupés autour de leurs *shopping malls*, qui ont fleuri dans les *suburbs* des Etats-Unis. Déjà commencent à apparaître, dans les environs de Paris, Bordeaux, Aix-en-Provence ; Montpellier ou Toulouse, des « résidences sécurisées », version hexagonale des « communautés encloses » nord-américaines. À en juger par les précautions draconiennes prises pour assurer la tranquillité de leurs résidents (grilles, postes de contrôle, gardiens, surveillance électronique...), le souci qui inspire ce mode d'urbanisation semble moins de protéger un environnement naturel menacé que de se protéger contre un environnement humain jugé

hostile.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L255xH383/Maison_Sciences_4017-afc1e.jpg

D'un « problème de société » à une société comme problème

À première vue, on ne peut que se féliciter de l'intérêt que suscite, depuis le dernier du siècle précédent, la préservation de « la campagne », face à une expansion urbaine qui, bien que ralentie en Europe, n'en demeure pas moins jusqu'ici illimitée. Et qui de continuera à l'être, si l'on en juge, comme on la vu, par la poursuite de la périurbanisation sous l'effet de l'inaccessibilité financière croissante des parcs centraux des agglomérations pour les catégories modestes, voire pour les franges inférieures des classes moyennes.

Cet intérêt pour la « préservation des campagnes » n'est évidemment pas désintéressé. Plus préoccupés de leur avenir de citadins que du sort des ruraux, certains habitants des grandes villes ne voient-ils pas dans la « protection de la nature » (cultures agricoles comprises) un moyen de se protéger eux-mêmes contre les ravages d'une urbanisation incontrôlée ? Des fermes retapées aux villages restaurés, des parcs protégés aux sites classés, tout se passe comme si l'on voulait réenchanter le monde rural au fur et à mesure que la quotidienneté se détériore dans la Cité. Au nom de la défense du patrimoine, de la mémoire, de l'histoire et de l'identité, on s'échine à oublier un présent morose et même sinistre pour beaucoup.

Un présent d'autant plus insupportable que nulle vision d'un avenir meilleur ne vient l'éclairer. D'où ce retour au passé et aux lieux qui le symbolisent le mieux : ce que l'on appelle le « pays profond » sans doute parce que c'est dans cette « profondeur » postulée que l'on cherche à se réfugier, sorte de retour imaginaire à une enfance « provinciale » que la majorité des habitants des villes contemporaines n'ont d'ailleurs jamais connue. De ce point de vue, la « ruralisation » apparaît moins comme un progrès que comme une régression. Loin de « sauver » le milieu rural, elle accélère sa disparition. En outre, elle ne sauvera pas non plus les citadins de la déréliction.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L255xH383/13e_4569_2-09f14.jpg

Au vu de ce qui précède, on saisira peut-être la triple signification donnée au qualificatif « insoutenable » appliqué à l'urbanisation capitaliste en ce début de siècle. D'abord, au sens courant, c'est-à-dire écologique du terme, ce type de développement sera-t-il éternellement « durable »

« viable » ? alors qu'il détruit peu à peu les conditions non seulement matérielles mais surtout humaines de sa poursuite ? Ensuite, n'est-il pas également insoutenable au plan théorique ? Aucune argumentation, en effet, malgré les flots de discours, savants ou non, consacrés à ce thème, ne peut étayer la thèse selon laquelle il pourrait en aller autrement, comme le montrent déjà, dans la pratique, le caractère dérisoire ou illusoire des innombrables mesures prises pour enrayer le désastre.

Du Sommet de Rio à la signature du Protocole de Kyoto « pour ne rien dire de sa laborieuse mise en œuvre », l'émission de gaz à effets de serre, le gaspillage énergétique, la déforestation, le bétonnage des rivages, pour ne citer que les traits les plus saillants du saccage écologique, se sont poursuivis à un rythme qui n'a pas significativement diminué, quand il n'a pas augmenté. Bouleversant les conditions du rééquilibrage naturel de l'éco-système, ils rendent la survie du

« système-monde » désormais dépendante d'incessantes interventions correctrices couplées avec une gestion prévisionnelle aux effets d'autant plus aléatoires qu'ils se limitent souvent à des effets d'annonce. Dernier en date, pour la France : l'insertion, célébrée à grand tapage médiatique, d'une « Charte de l'Environnement » dans la Constitution de la Ve République. Peu importe que le « principe de précaution » qui y figure dorénavant en bonne place risque d'avoir autant d'impact effectif que les grands principes déjà inscrits dans « notre loi fondamentale », comme disent les juristes, tels le droit au travail ou le droit au logement. Le principal est qu'il soit rituellement invoqué pour calmer les inquiétudes que pourraient susciter ses violations répétées, en légitimant les mesures et actions destinées à masquer la gravité de leurs conséquences. Assuré, ainsi, de sa « durabilité », la « société urbaine » pourra achever de ronger ce qui reste de « nature », l'une et l'autre étant maintenues sous perfusion grâce aux soins intensifs des gestionnaires et des techniciens de la prévention ou de la réparation.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L255xH383/Chantier_RF_3639-64902.jpg

Enfin, ce développement paraît insoutenable au plan éthique, donc, politique. Et cela à un double titre. D'abord, parce qu'il se révèle de plus en plus insupportable pour la majorité de la population et, de ce fait, injustifiable, même si la plus grande partie d'entre elle, déjà confrontée aux multiples problèmes liés à un « niveau de vie » qui leur assure à peine la survie, n'accorde que peu d'importance, quand elle ne les ignore pas, à ceux relatifs à son « cadre de vie ».

Mais, les dommages du mode capitaliste de développement urbain ne condamnent pas seulement les dominés à voir leur situation encore s'aggraver. Ils risquent aussi, à terme, de ne plus épargner les dominants. Derniers venus parmi les « maîtres du monde », les nouveaux riches de la Chine « populaire », par exemple, s'inquiètent, entre deux voyages d'affaires, du nuage de pollution qui ne cesse de s'étendre et de s'épaissir dans le ciel de Shangaï, consécutif à la hausse effrénée du taux de motorisation. D'autres, anticipant sans doute l'effet boomerang au plan social d'un « miracle économique » qui ne profite pas à tous, se font construire des résidences fortifiées au large des grandes agglomérations.

Pour eux comme pour les « bourgeois » établis de longue date en « Occident », l'horizon à moyen terme semble loin d'être « sécurisé ». Et ne parlons pas du long terme : « fragmentation », « fracture », « apartheid urbain », « sécession », autant d'appellations proposées par les sociologues ou les géographes pour désigner la désagrégation sociale en cours. Est-ce, dès lors, faire preuve de pessimisme ou bien de réalisme, que d'émettre l'hypothèse selon laquelle cette désocialisation pourrait bien, avant même que le siècle ne s'achève, précéder, désastres écologiques et panique consécutive aidant, l'anéantissement de l'humanité [4] ? Anéantissement physique, peut-être. Barbarie déshumanisante, sûrement. Y aura-t-il encore des gens pour prétendre que l'alternative posée par Rosa Luxembourg, au début du siècle dernier, est dépassée [5] ?

[1] Marcel Roncayolo, *La Ville et ses territoires*, Folio-Essais, Gallimard, 1990.

[2] Francis Beaucire, « Contrainte écologique et développement urbain durable », in *Vers un nouvel urbanisme*, La Documentation française, 1996.

[3] Christophe Guilluy, Christophe Noyé, *Atlas des nouvelles fractures sociales en France*, Autrement, 2004.

[4] La « préservation des conditions de vie des générations futures » figure, comme chacun sait, parmi les antennes du discours écologiste. Une préoccupation symptomatique de l'impasse théorique et pratique du « développement durable » : la survie de l'espèce devient une finalité en soi, évacuant tout questionnement sur la nature de cette « survie » et ce qui en constitue la valeur symbolique. Questionnant insécurisant, il est vrai, s'il en est, de nos jours.

[5] Rosa Luxembourg, *La crise de la social-démocratie*, 1915. www.collectif-smolny.org